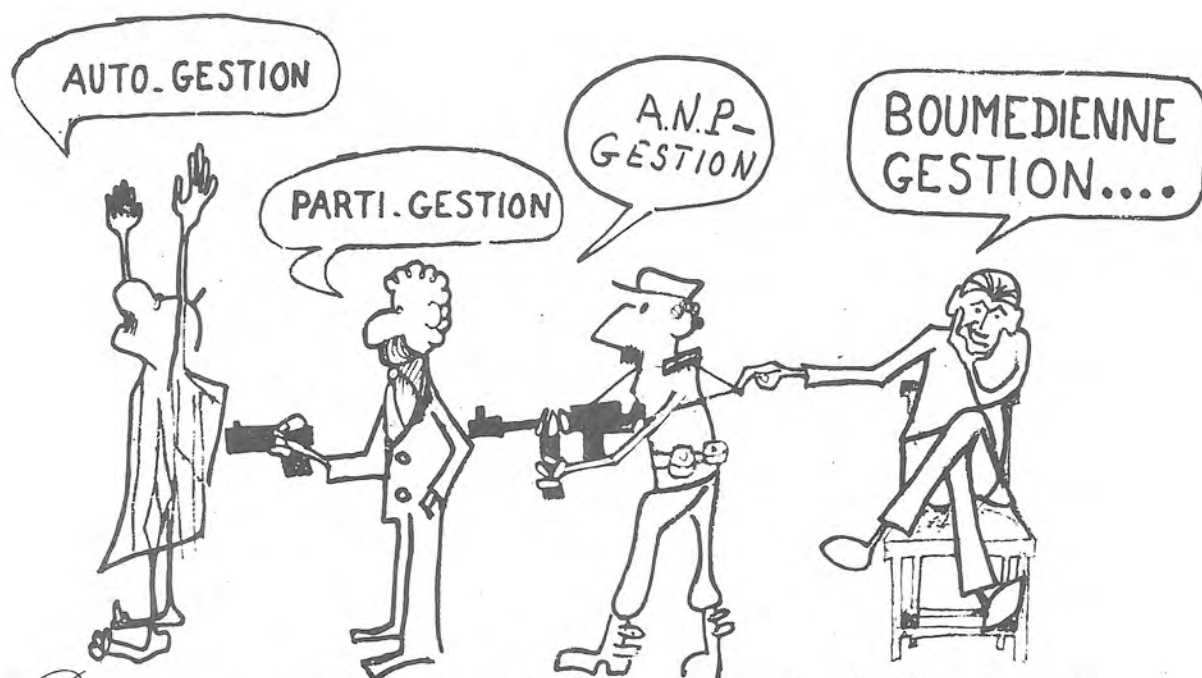


BULLETIN de LIAISON

numéro

avril 1966

7



*« Pour assurer le succès et la continuité de l'autogestion ...
Éliminons toute forme d'anarchie et d'équivoque... » boumedienne*

seule la vérité
est
révolutionnaire

COMITE NATIONAL DE DEFENSE DE LA REVOLUTION



EN VRAC

nouvelles et commentaires



BOUMEDIENNE ET LES FEMMES ALGERIENNES -

Lors de la Journée Internationale de la Femme, un meeting fut organisé par l'U.G.T.A. Boumedienne voulut bien faire en y apparaissant. Malheureusement pour lui, à son arrivée, un grand nombre de femmes quittèrent la salle.

Intervenant, Boumedienne -qui, décidément n'a pas la manière- prononce un discours paternaliste et moralisateur qui eut le don de provoquer un mouvement vers la sortie. C'était prévu, puisque la police bloqua les portes et força ainsi l'assistance à écouter bon gré mal gré, le sermon du président du "Conseil de la Révolution".

ELECTIONS... PRESQUE LIBRES -

Au cours de la tournée de la caravane "de la bonne parole" dans l'Est algérien, Belkacem, qui se découvre de jour en jour des talents nouveaux, a déclaré à propos des élections municipales promises par le pouvoir du 19 juin pour calmer l'irritation populaire: "Les élections seront une opération qui sera placée sous l'égide du Parti". En clair, sous son égide ...

Par ailleurs, on nous informe que les mercenaires du pseudo-parti font des pieds et des mains pour mettre au point des listes d'inconditionnels...les candidats éventuels sont peu nombreux et peu sûrs.. D'ailleurs, ils se fatiguent pour rien, car la population est, quant à elle, bien décidée à refuser toute participation à ces élections.

A ce propos, que deviennent les députés - ou ex-députés ? Nous avons appris que depuis leur mise en chômage forcé ils continuent à toucher leurs traitements ? ...

GREVE DE LA FAIM -

Nous sommes parfaitement à l'aise, nous qui avons connu la torture et les geôles benbellistes, pour élever aujourd'hui notre voix en faveur des prisonniers qui font la grève de la faim dans les prisons de Boumedienne. Notre position, à ce sujet, est très claire :

- libération immédiate de tous ceux qui se sont opposés au régime précédent, des étudiants, des syndicalistes... arrêtés arbitrairement pour crime de non-soumission aux dictateurs;

- pour ceux qui sont responsables de la dégradation de notre pays, qu'ils soient actuellement au pouvoir ou emprisonnés: procès public et châtiment à la mesure de leurs responsabilités.

BOUMAZA FAIT ENCORE DES SIENNES (bis) -

La bâtisse la plus récente de l'ex-ministre de l'économie, aujourd'hui ministre de l'information, fut d'aller trouver un des derniers journalistes étrangers qui restent encore en Algérie : Mr. Pierre MOSER, de nationalité suisse et correspondant du "Monde", pour lui demander d'arrêter ses commentaires sur la politique intérieure du pays. Croyant que tout s'achète, Boumazza, comme à l'accoutumée, lui proposa de l'argent... Malheureusement pour lui, il essuya un refus de celui qui parlait "de la décomposition du régime issu du 19 juin"... Bien sûr, il a été conduit, manu-militari, à l'aéroport !!!

JUSTICE RAPIDE OU JUSTICE EXPEDITIVE ? -

A propos de la Réforme Judiciaire annoncée dernièrement, on nous a promis que désormais en Algérie la Justice serait simplifiée et accélérée.

Quand on sait quels abus ont été commis par les tribunaux exceptionnels depuis la condamnation des chômeurs qui manifestaient à Oran, jusqu'aux militants condamnés à mort et exécutés parce qu'ils avaient refusé le règne du pouvoir personnel... Quand on sait, en outre, que les droits sacrés de la défense sont foulés aux pieds chaque jour et que lors du verdict du tribunal de Constantine -dans l'affaire de l'hôpital-, la presse dite nationale s'en est pris aux avocats au lieu de s'attaquer à la source du mal: la nature même du régime. Les avocats, eux, n'avaient fait qu'exercer leur profession!...

On ne peut que craindre les pires méfaits de cette Justice expéditive que les nouvelles déclarations établissent en Algérie.

NON A L'INVASION AMERICAINE -

Depuis de nombreux mois, on a pu remarquer les allées et venues d'experts américains dans notre capitale. On n'a pas été, non plus, sans constater que de plus en plus de hauts fonctionnaires algériens font des séjours fréquents outre-Atlantique. Que signifie cette agitation ?

La vérité est que certains ministres algériens font appel à des sociétés américaines pour faire des études de projets - industrie, infrastructures, organisation - selon les méthodes chères aux U.S.A., et employées par certaines sociétés privées américaines. Evidemment, cela présente un avantage: les tiroirs sont remplis de projets qui sont payés autour de 100 millions d'anciens francs la pièce et cela justifie l'existence de ces ministères et de leurs budgets. Mais, bien sûr, cela signifie aussi un choix politique pour la facilité. Par ailleurs, cela signifie que la porte est ouverte à toutes les aventures...

Est-il besoin de rappeler que nombreux sont les pays qui ont fait l'expérience à leurs dépens de la générosité des américains - cela commence par les techniciens et ça finit par les bombes, comme au Viet-Nam!...

ON DENATIONALISE -

Dès le 19 juin, certains biens considérés comme "mal acquis", et qui avaient été confisqués, ont été discrètement rendus à leurs anciens propriétaires. Il semble, après enquête, que les critères qui président à cette dénationalisation soient sujets à caution. En effet, seuls les gens qui ont le "bras long" ont pu bénéficier de ces mesures. Au premier chef on peut citer le ministre des finances qui a récupéré un certain "tea-room" à Annaba. Par contre, certaines victimes de spoliations pures et simples, attendent toujours que les prétendues commissions étudient leurs dossiers.

Il est vrai que les petites gens n'ont pas dans leurs connaissances beaucoup de personnes influentes.

UN SYNDICAT AUTONOME ET DEMOCRATIQUE

EST

LA GARANTIE DES DROITS DES TRAVAILLEURS

LES GRANDES MANŒUVRES de boumedienne

Rompant avec le silence observé jusqu'ici, Boumedienne a, en moins d'un mois, prononcé une dizaine de discours. Alors qu'il prenait la parole, le plus souvent, devant des auditoires restreints d'élèves officiers, voici qu'aujourd'hui il s'explique longuement devant des "assemblées de cadres" où les civils prédominent largement. L'essentiel de ses déclarations (sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir) porte sur deux points:

1°) la condamnation des tendances à l'intérieur et du parti unique et de l'armée, et l'appel pressant à "l'unité des révolutionnaires",

2°) l'affirmation de l'orientation socialiste et la reprise des slogans chers à Benbella.

Que signifie ce brusque changement d'attitude qui ne correspond pas au style (plus d'actes, moins de paroles) que voulaient se donner, par opposition au benbellisme, les auteurs du putsch du 19 juin ?

Pourquoi Boumedienne s'adresse-t-il directement, en leur accordant plus d'importance qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent, aux cadres de l'administration et aux "responsables" du Parti ?

Comment se fait-il que certains militaires, notamment ceux de l'Etat-Major, soient de moins en moins associés aux déplacements du "Président" ?

En réalité, ceux qui ont pris le pouvoir le 19 juin, éliminant Benbella au terme de longues luttes intestines, formaient une coalition moins homogène qu'on pouvait le penser: l'alliance entre les différentes tendances et clans de l'A.N.P. n'a pas résisté à l'expérience du pouvoir direct -et surtout au partage du gâteau et des responsabilités-.

Après une période d'immobilisme, pendant laquelle les forces en jeu s'observaient, -Boumedienne essayant, tant bien que mal, de jouer les arbitres- la guerre des clans a repris. Et, comme naguère Benbella convoquait des pseudo-congrès pour se débarrasser des adversaires les plus gênants, Boumedienne à son tour lance l'offensive contre les indisciplinés et convoque des assemblées au cours desquelles il dévoile l'existence de conflits et demande aux participants de prendre parti.

Parallèlement à cet assaut vers les appareils, Boumedienne tente de se créer une popularité au sein des masses en reprenant à son compte les promesses: réforme agraire, élections municipales, respect de l'autogestion, qui firent jadis la gloire de son prédécesseur.

En fait, Boumedienne doit faire face sur deux fronts : d'une part contenir les ambitions de certains de ses officiers, d'autre part, affronter le mécontentement légitime des masses algériennes ; il menace les uns et il cherche à amadouer les autres en se présentant comme un authentique socialiste (surtout pour convaincre les étudiants, les syndicats et les ouvriers de l'autogestion qui sont les plus virulents et les plus exigeants à ce sujet).

Cela signifie en clair que, comme son prédécesseur, Boumedienne sait que seule une politique socialiste peut satisfaire les déshérités et l'avant-garde et, comme lui, par des promesses démagogiques, il cherche à les dérouter, espérant ainsi obtenir leur appui dans une crise éventuelle du pouvoir.

On demeure stupéfait devant un tel manque d'imagination, car la ficelle est vraiment trop grosse pour que le peuple s'y laisse prendre. Il est vrai qu'il faut toujours compter avec les opportunistes qui, n'ayant aucune confiance dans les capacités révolutionnaires du peuple, se hâtent de saisir la perche au vol.

Il est évident que la question, aujourd'hui comme hier, n'est pas de renforcer, ni même de soutenir telle ou telle tendance du pouvoir, mais de mieux armer les masses populaires en vue de la lutte finale: une fois pour toutes, il faut affirmer clairement que toute action politique doit être située au niveau des masses et non dans les intrigues du sommet.

Les forces populaires, inorganisées, ont réussi à contraindre le pouvoir militaire à faire un pas en arrière et à tenir compte de leur existence et de leurs aspirations. Cette première victoire doit nous encourager à poursuivre nos efforts pour que les mouvements, aujourd'hui spontanés, se transforment en un puissant mouvement organisé qui remportera la victoire finale.

la faillite du régime du 19 juin

Rien de nouveau en Algérie, si ce n'est dans les sommets du pouvoir. Boumedienne, flanqué de Chérif Belkacem et d'un nombre impressionnant de hauts personnages du régime, a fait deux tournées, l'une dans l'Est, l'autre dans l'Ouest du pays. L'Etat est en marche...

Quel était le but de ces déplacements ? Rien qui intéresse directement le sort de notre peuple. A aucun moment, Boumedienne n'a profité de son voyage pour étudier sérieusement la situation, sans cesse pire, des fellahs du secteur traditionnel, ou pour lancer, avec les moyens nécessaires, une campagne de réforme agraire. Non, les problèmes d'avenir ont tenu une maigre place dans la tournée. En dehors de quelques remarques critiques à l'égard du plan de Constantine, Boumedienne s'en est tenu partout aux phrases générales, dont on voit mal comment elles se concrétiseront : bientôt, la réforme agraire ; en attendant, consolidons l'autogestion (avec, seule nouveauté intéressante, la promesse d'une banque du secteur autogéré) ; demain, réforme communale et élections municipales ; très prochainement, l'industrialisation et la planification. Ces brochettes de mots rappellent certains souvenirs aux algériens dotés de mémoire : les discours de Benbella qui, de 1962 à 1965, n'a jamais manqué, lui non plus, de promettre pour l'année suivante la révolution dans les campagnes et les élections dans les municipalités. A ce niveau, les choses ont peu changé depuis le 19 juin dernier.

Mais ce n'est pas pour parler futillement de l'avenir que Boumedienne et sa suite se sont déplacés. Ils avaient à résoudre des problèmes politiques beaucoup plus immédiats (et à leurs yeux beaucoup plus importants). Ils devaient faire face à un pourrissement généralisé de tous les organes du pouvoir. Il suffit pour s'en convaincre, de lire le discours du colonel-président à Oran devant l'assemblée des cadres régionaux (cf. EL MOUDJAHID, 21 mars 1966). L'essentiel de l'exposé est consacré au constat de faillite du pouvoir et à la tentative de donner une nouvelle unité aux clans qui le constituent.

Un constat de faillite

Il n'est pas excessif de parler de faillite ; au contraire, tous les thèmes énumérés par Boumedienne aboutissent à ce mot :

- absence de coordination en-

tre le Parti et l'Etat. "L'une des principales tâches du Parti consiste à aider à l'édification de l'Etat. Car s'il n'existe pas à côté du Parti un Etat marchant dans la même voie, celui-là devient alors un appareil bureaucratique jouant le même rôle que celui dévolu à l'Etat". Pourquoi le rappel de telles banalités, si dans la pratique quotidienne, les fonctionnaires du Parti et de l'Etat ne se livraient à une guerre de tous les instants, ne connaissant de trêve que lorsque toutes les responsabilités - politiques et administratives - sont confondues en une seule personne ?

- création de clans d'accapareurs. Boumedienne explique longuement que, lorsqu'ils surviennent, les conflits de personnes ne doivent pas immédiatement s'étendre à tous les organismes du pouvoir. Il ajoute : "Le socialisme doit être réalisé par les militants révolutionnaires qui croient en la doctrine avant de croire en un groupe limité ou une région déterminée à laquelle ils appartiennent". N'est-ce pas là l'aveu que les bases mêmes sur lesquelles s'appuie le pouvoir du "Conseil de la Révolution" sont souvent constituées par des hommes qui, usurpant le nom de militants, n'ont le souci que de suivre la carrière de tel ou tel "frère" bien placé, par lequel ils obtiennent toutes sortes d'avantages ? Boumedienne nous le confirme : "Certains frères se plaignent et disent qu'un certain individu a des protecteurs...".

- dispersion générale des organisations. Quand les organismes du pouvoir sont orientés vers le profit personnel de ceux qui les dirigent, les luttes de clan deviennent déterminantes : il n'est plus question ni de ligne politique, ni de travail de masse ; et les organisations de masse ne sont plus que des appendices du pouvoir orientées elles aussi vers les intérêts de cliques. C'est ce que constate Boumedienne lorsqu'il demande la fin des "organisations nationales pratiquant une politique individuelle".

- corruption généralisée. La conclusion d'une telle revue est évidemment le constat que les fonctionnaires sont tout ce qu'on veut sauf des serviteurs de l'intérêt collectif. Parlant des "insuffisances" (c'est bien peu dire) du régime actuel, Boumedienne déclare : "Mais la plus grave est la laisser-aller qui a permis de nombreux détournements ainsi que l'instauration d'une méthode qui consiste pour chacun des responsables d'une unité de production d'exploiter l'autogestion à

son profit et à celui de ses proches parents ; cela est vrai dans de nombreuses régions, mais il faut que cela cesse".

Non, vraiment, le mot faillite n'est pas excessif !

les origines de la maladie

On nous objectera qu'il ne faut pas généraliser, que Boumedienne voulait prévenir le mal, encore naissant, plutôt que le guérir. Ces paroles nous satisferaient pleinement, si nous ne savions, comme tous les algériens, par des centaines et des centaines de témoignages que les abus et les vices que nous avons cités se retrouvent partout. Et s'il est vrai que tout n'est pas pourri, qu'il subsiste des militants et des fonctionnaires honnêtes, il n'est pas moins vrai que la tendance générale est à la corruption.

Cela s'explique facilement. Au moment de l'indépendance, des milliers d'algériens étaient prêts à lutter de toutes leurs forces pour que la révolution socialiste se fasse. Leur conscience politique n'était pas toujours claire, mais leur foi révolutionnaire était certaine. Beaucoup d'entre eux ont été scotchés, pour longtemps, par le spectacle du coup de force qui a amené Benbella et Boumedienne au pouvoir. Ils avaient espéré un pouvoir au service du peuple ; ils ont vu triompher les intérêts de clans. Les grands espoirs mis dans l'autogestion se sont émiettés peu à peu devant l'impérialisme d'un pouvoir qui laissait la contre-révolution se développer en son propre sein. Le peuple a cessé peu à peu de participer à la vie politique ; les meilleurs militants se sont trouvés exclus, traqués, contraints à l'exil - quand la lassitude ne les gagnait pas. Et le coup du 19 juin 1965 n'a rien changé, car il s'est limité à des changements de sommet, dans l'indifférence de la majorité des algériens.

Dans le reflux général de la grande vague révolutionnaire qui avait secoué l'Algérie, n'ont subsisté que tous ceux pour lesquels le pouvoir était un moyen de s'assurer des profits personnels. Ce fut très vite le grand retour des éléments les plus tarés de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui n'avaient soutenu la révolution que de loin ; ils élargirent leur cercle aux moins solides des militants. Tous ensemble ils envahirent le pouvoir. Professionnels de l'exercice des responsabilités, ils constituèrent une couche sociale privilégiée.

giée, petite-bourgeoisie bureaucratique dont le seul vœu est de se constituer en classe dominante, accaparant à son profit l'indépendance de la nation algérienne.

Tous les vices que dénonce Boumedienne ne sont pas exceptionnels; ils sont au contraire l'expression normale de cette couche sociale privilégiée.

un remède aggravant

Mais, dira une autre catégorie de contradicteurs, Boumedienne veut lutter contre ce mal. C'est positif. N'a-t-il pas, à Constantine, parlé de la nécessaire "unité révolutionnaire", différente de l'unité nationale. C'est encore plus positif, n'est-ce pas? Et l'O.R.P. n'a pas manqué de sauter sur l'occasion, offrant la collaboration à "l'aile gauche" du pouvoir contre les contre-révolutionnaires. Soutenir Boumedienne contre Bouteflika et Slimane, c'est du réalisme.

Nous aimerions être aussi des réalistes. Aussi essaierons-nous de regarder de plus près ce qu'a proposé Boumedienne pour lutter contre la pourriture qu'il a lui-même exhumée. Reportons-nous encore une fois au discours d'Oran. Y voyons-nous une analyse des origines sociales de la crise du pouvoir, des mots-d'ordre pour mobiliser les masses contre les bureaucrates? Absolument pas. Boumedienne constate que la machine fonctionne mal; il veut la réparer, sans plus; il ne propose que d'unifier un peu les appareils ébranlés.

Rien de plus significatif à cet égard que l'insistance mise par lui sur le rôle que doit jouer l'armée. Après avoir fait un historique intéressé des attaques lancées contre l'ANP, depuis cinq ans, il s'écrie: "Personnellement, je suis convaincu et ma conviction est fondée sur une analyse objective et historique, que c'est une grande erreur que de penser à l'édification du socialisme et à la mise en pratique des solutions socialistes en ignorant le rôle des forces armées". Phrase que la rédaction d'EL MOUJAHID traduit par un sous-titre plein de finesse: "Pas de socialisme sans fer-de-lance"! Même sans ce commentaire plein d'à-propos, la prise de position est claire: au moment où l'ensemble de l'Etat fonctionne mal, il faut se baser sur la seule force organisée efficacement, matériellement puissante, présente partout: l'A.N.P. Et le rappel des dissensions passées à la valeur d'une invite à la solution qui a si bien réussi en 1962 à Tlemcen: le regroupement autour de l'armée.

Et Boumedienne éclaire notre lanterne sur le type de solution qu'il propose quand il affirme: "Quand à la pluralité des partis sous des formes camouflées au sein

du Parti Unique, nous devons la combattre et l'anéantir parce que c'est un danger qui menace de détruire le Parti et d'en faire un corps inerte et sans âme". La remarque a une double portée; d'une part, une mise en garde contre la prolifération des clans, déjà dénoncée; d'autre part, et c'est là le plus grave, un refus, parfaitement clair de laisser régner la démocratie révolutionnaire, l'affrontement des opinions entre militants, l'initiative de la base - toutes choses sans lesquelles un Parti révolutionnaire ne peut ni mener une vie politique fructueuse, ni entretenir des liaisons réelles avec les masses. Ce que veut Boumedienne, c'est un instrument docile et si possible efficace.

Il est évident qu'avec de pareilles perspectives, le "Conseil de la Révolution" est incapable de remédier à quoi que ce soit dans la situation actuelle.



renverser le pouvoir,

détruire l'état

Car une chose est vraie: il existe, à l'heure actuelle, dans les sommets dirigeants de l'Algérie, un certain nombre de gens pour lesquels l'avenir est de collaborer de plus en plus étroitement avec le capitalisme occidental, en laissant un maximum de liberté à l'initiative privée. Il n'est, pour en être persuadé, que de lire, par exemple, le monument de sottise arrogante et de cynisme bureaucratique qu'est l'interview sur la planification, accordé, voici quelques semaines à REVOLUTION AFRICAINE par Kaïd Ahmed.

Autour de ces problèmes de perspectives, les discussions vont

bon train et les divisions se font au sein de la coalition hétéroclite qui a pris le pouvoir l'année dernière en Algérie. Suivant les milieux sociaux dont ils sont originaires ou ceux auxquels ils se sont liés ultérieurement, militaires, administrateurs, "politiques", etc., font des choix différents. Boumedienne, pour le moment, maintient un équilibre instable. Dans la mesure où elle demeure viable, la solution actuelle qui remet un maximum d'initiatives à l'Etat lui convient, car, dans ce cas, l'armée joue un rôle décisif. Il combat par contre les tendances trop ouvertement capitalistes, car l'intégration rapide de l'Algérie au capitalisme occidental amènerait un déplacement à l'intérieur de la couche dominante, rendant la place des militaires moins importante. Mais sa lutte n'est faite que d'hésitations et de balancements, de zigzags successifs: l'appel à l'unité révolutionnaire qui a si agréablement chatouillé les oreilles des anciens hauts responsables benbellistes qui constituent l'essentiel de l'ORP, cet appel n'est qu'un "truc" politique pour mettre temporairement en échec les éléments trop remuant de la droite.

Est-il besoin de redire que les révolutionnaires n'ont rien à faire dans ces luttes d'influence, qui se situent toutes à l'intérieur de la classe dominante qui se forme en Algérie? Pour eux, le problème est de mobiliser les travailleurs algériens contre le pouvoir actuel. Dans son discours d'Oran, Boumedienne s'étonne de ce que le peuple reste indifférent à toutes les malversations des responsables. C'est que le peuple travailleur d'Algérie a compris, de désillusion en écoeurément, que le pouvoir actuel lui est étranger et hostile. Il se désintéresse et se désintéressera de ce qui fait ce pouvoir, tant qu'il n'aura pas la force nécessaire pour le renverser.

C'est cette force qu'il faut l'aider à acquérir:

- en propageant inlassablement la critique et la dénonciation de la contre-révolution sous toutes ses formes;

- en organisant, au niveau et sous les formes possibles, des actions de masse: défense des libertés syndicales et de l'UGTA., lutte contre les spéculateurs, dénonciation publique des fonctionnaires corrompus, manifestations de chômeurs et de paysans réduits à la misère, etc...

Mais ces formes premières de lutte elles-mêmes ne peuvent être menées sans une organisation d'avant-garde, présente dans tous les combats.

Le C.N.D.R. n'a pas d'autre but que la constitution de cette organisation.

"L'OCCUPATION DES TERRES PAR LES PAYSANS A ETE UN TRES GRAND MOUVEMENT, QUI POUVAIT ET PEUT ENCORE DEBOUCHER SUR LA TRANSFORMATION SOCIALISTE DE L'ALGERIE."

M. BOUDIAF

Le pouvoir militaire a organisé à l'occasion de l'anniversaire des décrets de mars 1963, une semaine de l'autogestion. Des cérémonies et des discours of-

L'AUTOGESTION FUT, A L'ORIGINE, LA REPONSE DES TRAVAILLEURS A L'ANARCHIE ECONOMIQUE PROVOQUEE PAR LE DRAPEAU MASSIF DES COLONS ET AU TIR POLITIQUE DE LA CRIST DU F.L.N.

ficiels qui ont marqué cet événement, ainsi que les nombreux articles, études et commentaires, parus dans la presse algérienne, donnent à penser que les nouveaux maîtres du pays ont compris que l'autogestion était un phénomène irréversible. Au lieu de la heurter de front et de prendre des décisions qui risquent d'être impopulaires, ils préfèrent reprendre à leur compte les méthodes chères à Benbella: l'encenser, afin de mieux la contrôler et, par voie de conséquence, de la détourner de ses véritables objectifs.

Cet anniversaire sera pour nous l'occasion de procéder à une démystification que nous souhaitons aussi totale que possible, et cela dans le but de contribuer au travail de clarification idéologique et historique. Depuis quatre ans, tour à tour l'autogestion a été glorifiée ou dénoncée, présentée comme la panacée universelle ou la source de tous les maux. Pour les uns, c'était un succès éclatant, pour les autres, un échec lamentable. Cela au gré des événements et des circonstances politiques. La réalité, c'est que l'autogestion représente un mouvement profond, né dans des circonstances précises qui a dû subir sans arrêt, des attaques sournoises ou brutales, qui a servi comme instrument de mystification, et qu'il ne s'agit, pour un révolutionnaire, ni de sous-estimer, ni de surestimer, mais, dans les circonstances actuelles, de sauver coûte que coûte.

un départ irrésistible des conditions favorables

Ce sont deux facteurs exceptionnels qui, en créant des conditions uniques, ont permis la réalisation quasi-instantanée, à partir des travailleurs eux-mêmes, de cette réforme agraire sur le terrain et de cette organisation collective et démocratique du travail qu'a été l'autogestion à ses débuts.

En premier lieu, le départ massif des colons, à la veille de l'indépendance a accéléré le processus de récupération d'une partie des terres de colonisation par le peuple algérien. Les travailleurs ont pu de ce fait, s'approprier les moyens de production de la terre sans qu'il soit nécessaire de procéder aux expropriations. Situation de fait idéale, puisque, à la "cavance de propriétaires" s'ajoutait la nécessité de faire face aux tâches essentielles de sauvegarde des produits du travail et de continuation de l'activité.

C'est donc cette situation particulière qui a poussé les travailleurs de la terre à assumer leurs responsabilités pour assurer leur subsistance. Il faut cependant souligner qu'outre ce réflexe naturel l'idée de la récupération de la terre des ancêtres était profondément ancrée dans les esprits: le problème agraire a été au centre de la préoccupation

révolutionnaire et a largement conditionné la participation des masses paysannes à la lutte de libération. Méconnaître cette volonté des paysans algériens de reprendre les terres riches, dont ils furent jadis dépossédés, c'est courir le risque de ne rien comprendre aux problèmes de l'Algérie indépendante. Comme nous le faisons déjà remarquer en 1962, dans la Plate-Forme du P.R.S. c'est la défaite du colonialisme agraire et son renoncement à la terre algérienne, qui a levé les derniers obstacles aux négociations d'Evian.

En second lieu, et c'est là peut-être le facteur le plus important, c'est en pleine crise politique de la direction du mouvement de libération nationale et dans un pays où le pouvoir central était inexistant, que les travailleurs ont pris l'initiative pratique, puis théorique d'organiser leur travail sur les biens vacants. Ce facteur politique, bien que dramatique pour le pays, a été bénéfique en un sens au développement de l'autogestion, puisqu'elle a pu, ainsi, se soustraire aux pressions du pouvoir et prendre de l'ampleur en pleine liberté sous l'impulsion et le contrôle des travailleurs eux-mêmes et



leurs organisations. On peut se demander ce qui se serait passé si le transfert de souveraineté s'était fait normalement de l'exécutif provisoire à un gouvernement issu du F.L.N.?

En réalité, le désordre politique, l'anarchie économique, l'absence de pouvoir central ont facilité l'instauration des comités de gestion qui répondaient à des besoins pressants et ont permis aux travailleurs de faire preuve, dans des circonstances exceptionnelles, de leur exceptionnelle maturité.

le rôle moteur de l'U.G.T.A

A ce sujet, il faut rendre justice à l'UGTA. des premiers jours de l'indépendance qui fut, dans la plupart des cas, la promotrice de ce mode de gestion nouveau et l'organisatrice des premiers comités de travailleurs, véritable pouvoir à la base.

Dès le cessez-le-feu, quelques militants syndicalistes résolus et dévoués reconstituèrent rapidement l'U.G.T.A. qui eut la chance d'être débarrassée, à cette époque, des bureaucrates qui truffaient la direction à l'extérieur, attirés par d'autres intrigues et par la course au pouvoir. Au plus fort de la crise du F.L.N., l'U.G.T.A. sut, tout en manifestant son hostilité aux usurpateurs du pouvoir, éviter la

L'AUTOGESTION DÉNATURÉE

division des travailleurs et, dans une certaine mesure, provoquer la prise de conscience qui conduisit à l'organisation d'un début de pouvoir populaire. Pendant toute cette période, l'U.G.T.A. a donné l'image d'un syndicat révolutionnaire - le pouvoir de Benbella, en se consolidant, lui fit chèrement payer son hostilité des premiers jours -.

Dans l'esprit de ses promoteurs, la création des comités de gestion était considérée comme étant un organe de combat pour l'appropriation des grands moyens de production et leur mise au service de la classe laborieuse. Toutes les actions furent orientées dans le sens de l'extension et du développement de l'autogestion, d'une part en réclamant, pour le secteur industriel, des grandes nationalisations et, d'autre part pour le secteur traditionnel de l'agriculture, la Révolution Agraire. Conçue ainsi, l'autogestion présentait un caractère révolutionnaire, car elle introduisait à la fois un régime de propriété nouveau, une forme nouvelle de gestion et la possibilité de mobiliser les travailleurs et de les faire participer à l'édification du pays. Cependant, la marge restait, tout de même, très étroite entre le succès ou l'échec, compte-tenu des caractéristiques propres de notre pays: nature disymétrique de l'économie, existence de deux secteurs isolés dont l'un, le plus riche, entièrement orienté vers l'extérieur; nature de l'Etat, absence de parti révolutionnaire.. Aussi, les difficultés se multiplièrent et les résistances devinrent plus dures au fur et à mesure que le mouvement prenait de l'ampleur.

politique avec la revendication des comités populaires.

Les conditions exceptionnellement favorables que nous avons vues plus haut, avaient imprimé à l'autogestion un élan irrésistible. Aussi le gouvernement, faute de pouvoir briser par la force l'initiative populaire, emploie d'autres méthodes qui conduisent à la domestication de l'autogestion.

LE SYNDICAT REVOLUTIONNAIRE, EN COMPARANT LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS, EN DIFFERANT LA REFORME AGRAIRE, EN FAUSANT LE SYNDICAT, EN DIVISANT LA POPULATION, A FAIT DE L'AUTOGESTION UN "JEU" TRISTE DANS UN MONDE HOSTILE.

L'autogestion domestiquée

La première étape de cette politique, c'est le coup de force de janvier 1963 contre l'U.G.T.A. qui une direction inconditionnelle à la tête de l'UGTA. En fait, c'est l'autogestion qui est visée, puisque l'ancienne direction hostile au pouvoir naissant, menait la lutte un peu partout pour l'extension, le développement et la théorisation de l'autogestion. C'est ainsi qu'une commission avait été spécialement créée au niveau de la direction pour étudier ces problèmes. Malgré les pressions multiples, l'U.G.T.A. qui était un centre vivant de luttes révolutionnaires refusa de faire sa soumission au Bureau Politique présidé par Benbella. A plusieurs reprises la tenue du congrès syndical fut repoussée. C'est seulement après la signature d'un compromis que l'U.G.T.A. a la possibilité de tenir son premier congrès. Le rapport présenté par la direction sortante, malgré la généralité des thèmes développés, est significatif: "Des terres sont actuellement gérées par les comités de gestion, cependant leur étendue est dérisoire, relativement aux immenses superficies encore entre les mains des gros propriétaires... La réforme agraire n'est qu'un moyen et non une fin en soi". Les travailleurs réclament par ailleurs de l'Etat "qu'il empêche le capital privé de s'emparer des biens vacants et de les exploiter à son profit". Ils dénoncent "les requins qui profitent du vide politique pour arrondir leurs bénéfices dans les campagnes et les villes". Les syndicalistes: "se rendent compte que les biens vacants constituent la chance d'échapper à la main-mise du capital et de réaliser un secteur socialiste".

L'autogestion pouvait-elle survivre? Il ne faut pas perdre de vue qu'elle implique nécessairement la transformation radicale des structures économiques, la destruction des anciens rapports de propriété, et, à la limite, le bouleversement du mode de production.

En clair, cela veut dire que l'autogestion victorieuse aurait porté en elle le germe de la destruction du pouvoir totalitaire et personnel de Benbella et de son remplacement par un pouvoir populaire contrôlé par les travailleurs eux-mêmes: c'est donc une véritable bataille qui s'engage, dès juillet 1962, pour laquelle, contrairement aux travailleurs, le pouvoir disposait, comme nous allons le voir, d'une véritable stratégie de lutte.

Dès la mise en place des premiers comités de gestion, les autorités -en l'occurrence "l'exécutif provisoire- interviennent pour empêcher leur installation. Des travailleurs qui avaient occupés des entreprises furent expulsés par la force. Par contre, les spéculateurs et les trafiquants qui rachetèrent à bon compte, des terres et des entreprises, trouvèrent un appui pour faire respecter leurs "droits".

L'installation du "Bureau Politique" et, par la suite, du gouvernement Benbella, ne change rien à la question. Une lutte acharnée sera menée au nom de l'ordre et de la protection des biens vacants. D'ailleurs, le nouveau pouvoir se réfère à la Charte de Tripoli qui ne contient que de vagues promesses - il faut attendre la Plate-Forme du P.R.S. pour trouver les premiers mots-d'ordre concernant ce mode d'organisation et de gestion collective, ainsi que de son indispensable complément: l'autogestion au niveau

LE SYNDICAT REVOLUTIONNAIRE, EN COMPARANT LE MOUVEMENT DES TRAVAILLEURS, EN DIFFERANT LA REFORME AGRAIRE, EN FAUSANT LE SYNDICAT, EN DIVISANT LA POPULATION, A FAIT DE L'AUTOGESTION UN "JEU" TRISTE DANS UN MONDE HOSTILE.

C'est très clair, la réforme agraire immédiate et l'extension de l'autogestion sont considérées comme le point de départ d'une politique socialiste. Nous ne reviendrons pas ici sur les circonstances et les méthodes employées en 1963 pour laisser le champ libre aux menées de Benbella. La nouvelle direction est soumise au pouvoir et elle facilite la liquidation de l'autogestion offensive (à laquelle elle n'est d'ailleurs pas acquise). Elle ne fait aucun effort pour s'implanter dans les campagnes et pour animer les comités. Aussi, rapidement, le résultat de plusieurs mois de travail est perdu et les structures mises en place dégènerent. Des abus se produisent qui donnent au pouvoir l'occasion de passer à

la deuxième étape de son action: les décrets de mars 1963.

Le cadre juridique institué par ces textes, répond à un double objectif: d'une part, tracer à l'autogestion les frontières qu'elle ne devra pas dépasser et, d'autre part, mettre en place les organismes et les moyens qui légaliseront l'intervention généralisée de la bureaucratie, au niveau dirigeant, par le biais de la nomination des directeurs et de l'élection des présidents. En peu de temps, les travailleurs les plus dynamiques - que leur compétence et leur esprit d'initiative avaient porté à la tête des comités de gestion - seront éliminés et remplacés par des inconditionnels, le plus souvent incapables. Ces interventions, auxquelles il faut ajouter les pressions exercées localement par l'armée ou le Parti, enlèveront aux comités de gestion, leur représentativité vis à vis des travailleurs et, du même coup, leur autorité. A ce résultat néfaste d'un point de vue révolutionnaire, s'ajouteront les effets, sur le plan économique, du contrôle indirect, mais combien efficace, des organismes techniques: S.A.P. et O.N.A.C.O., qui exerceront un véritable chantage politique au bénéfice de féodalités opposées et concurrentes, par le biais des approvisionnements, de la répartition du matériel et des crédits ou de la commercialisation.

Ainsi, le puissant mouvement spontané et combatif des premiers jours, a vécu. Malgré les slogans mystificateurs et les déclarations démagogiques il est devenu un instrument docile et inconditionnel aux mains d'un pouvoir corrompu et incompetent.

l'autogestion isolée

En automne 1963, la mise en autogestion du reste des terres de colonisation et la convocation d'un congrès de paysans, marquent le point de départ d'une nouvelle étape dans le processus de dénaturation de l'autogestion. Les circonstances qui ont présidé à ces mesures sont encore présentes à l'esprit. C'est en pleine crise politique - et au moment où l'opposition au régime prenait les armes, fortement appuyée par les paysans des montagnes de Kabylie et du Constantinois - que Benbella nationalise les terres de colonisation et promet la tenue d'un congrès de l'autogestion (jusqu'alors réclamé en vain par les travailleurs). La manœuvre est claire. Il s'agit, en consolidant leurs avantages, de donner aux ouvriers de l'autogestion des raisons de se battre pour le régime qui les leur garantit.

En fait, la menace vient de la paysannerie pauvre qui est la grande victime de l'après-guerre, comme elle a été celle de la guerre. Écartés des terres riches par l'autogestion, six millions de paysans pauvres, anciennement regroupés, réfugiés ou moudjahidine, ne subsistent que grâce au blé américain et aux mandats envoyés par l'émigration en France. Las d'attendre en vain, une révolution agraire qui ne vient pas, ils sont prêts à se soulever. C'est contre eux que Benbella et ses théoriciens du socialisme spécifique veulent dresser les ouvriers permanents de l'autogestion privilégiée (illusoirement privilégiés, puisqu'en réalité, c'est moins que le minimum qui leur est garanti).

En posant la primauté de l'autogestion, le pouvoir cherche seulement à éluder les réponses aux problèmes des chômeurs et des paysans sans terre. C'est sur cette monstrueuse supercherie, que s'est construit le socialisme de Benbella. Les résultats en sont catastrophiques: isolée de la paysannerie pauvre, isolée de la classe ouvrière, combattue par une grande partie de la bureaucratie, l'autogestion est encore opposée par une série de nationalisations aux petits commerçants et petits artisans. Elle devient ainsi un instrument docile aux mains du pouvoir qui s'en servira, de meetings en défilés, comme couverture politique, afin de masquer les véritables problèmes, et de diviser les forces révolutionnaires.

l'autogestion dénaturée

En 1964, l'autogestion n'est plus qu'un "îlot isolé dans un monde hostile". Le pouvoir, en fuyant ses responsabilités nationales, et en cherchant seulement à s'assurer une base sociale, a réussi d'une part à briser la solidarité des masses populaires, d'autre part, en désarmant les ouvriers de l'autogestion et en les isolant de leurs alliés naturels, il les a mis à la merci des saboteurs et des contre-révolutionnaires. Seule une fraction de la bureaucratie d'Etat était partisans de l'autogestion (autogestion considérée comme une fin en soi et comme une base de classe d'un pouvoir évoluant vers le capitalisme d'Etat). D'autres tendances de la bureaucratie étaient soit pour une gestion directe de l'Etat-patron (ministre de l'agriculture et organismes de tutelle) soit pour un retour à la propriété privée (bureaucratie d'origines et d'aspirations bourgeoises liées au capitalisme international).

Ces différentes tendances de la bureaucratie se livrèrent une bataille acharnée, véritable guerre des appareils (BNASS, ONRA, U.G.T.A., PARTI) dont un des exemples les plus fameux fut la querelle sur les bénéfices de l'autogestion qui opposa en février 1964 l'U.G.T.A. (nouvelle version) aux défenseurs du secteur socialiste (BNASS et REVOLUTION AFRICAINE): l'U.G.T.A. voulait que les bénéfices soient réinvestis dans la production pour créer de nouveaux emplois, tandis que leurs adversaires préconisaient le versement d'une prime aux travailleurs de l'autogestion dans le but, bien évident, de renforcer leur fidélité au régime qui tenait ses promesses en leur prodiguant les avantages.

Sur le plan économique la lutte des tendances se traduit par des sabotages nombreux dus aux incuries et aux carences des organismes officiels: en l'absence de planification, de comptabilité nationale, de détermination du revenu... l'économie du pays va à la dérive. Le secteur privé la domine largement et sa pression s'exerce dangereusement sur l'autogestion. Le commerce extérieur, le réseau bancaire échappent au contrôle de l'Etat et, en dernier ressort, c'est le secteur privé qui contrôle le soi-disant secteur socialiste. Dans les nombreux conflits qui les opposent, les autorités avantagent le plus souvent le secteur privé.

L'incapacité et l'incurie des services officiels, la lourdeur des appareils parasites, font que les structures créées pour la commercialisation ou l'aide technique sont insuffisantes et, souvent, l'autogestion a recours au secteur privé pour ses débouchés, car comme l'économie reste régie par les lois du marché, les entreprises autogérées sont amenées à s'intégrer comme elles peuvent dans le marché capitaliste. Dans les marchés de l'Etat lui-même, le secteur socialiste n'a aucun privilège. Ainsi, des intermédiaires font des bénéfices considérables sur le dos de l'autogestion légalement ou par des pratiques illicites. La corruption généralisée n'épargne pas l'autogestion où l'insuffisance des moyens de contrôle à la disposition des ouvriers permet vols, détournements et pillages. Plusieurs méthodes ont été employées pour le sabotage de l'autogestion. Un exemple: c'est celui de la soi-disant coopérative de Blida, dirigée par le soi-disant syndicaliste Boudissa, qui, bénéficiant de l'appui des autorités locales et de fonds considérables, monte un véritable trust commercial qui, par des pratiques déloyales, torpille les comités de gestion des alentours. Le résultat sera un déficit de 250 millions de francs. Si un tel sabotage, dans ses multiples aspects, a été possible, c'est parce que ceux qui parlaient le plus fort de l'autogestion lui ont porté le coup le plus dur en limitant la participation des travailleurs uniquement aux tâches courantes. En isolant l'autogestion afin de l'utiliser comme couverture politique de leurs jeux et intrigues au sommet, les bureaucrates qui s'intitulaient "gauche du FLN" l'ont opposé aux masses la rendant ainsi vulnérable aux coups de la réaction.

(à suivre)

Le 26 janvier 1966, un tract intitulé "Pour une issue démocratique et pacifique à la crise ouverte du 19 juin" a été adressé aux agences de presse, par le "F.L.N.-O.R.P.". Il nous a paru nécessaire de faire connaître aux militants notre appréciation sur quelques aspects de ce document qui, de toute évidence, apparaît comme étant une ouverture faite au pouvoir d'Alger en vue de régler la "situation anormale" de l'opposition benbelliste.

Notre propos n'est pas d'engager une vaine polémique, ni même d'accorder à ce texte une importance plus grande qu'il ne le mérite, mais d'éclairer les militants sur la nature exacte de tout ceux qui sollicitent leur attention. Déjà, dans notre dernier Bulletin, nous avons fait connaître notre volonté de mener une lutte inlassable et publique contre toute tentative visant à jeter la confusion dans les esprits. Notre analyse sera d'autant plus sévère que le texte en question - et c'est le cas généralement lorsque l'objectif réel est de rechercher un compromis - peut sembler, à la première lecture, comme étant un texte modéré, raisonnable, voire même positif, à cause de l'emploi délibéré de généralités et de lieux communs qui prennent l'allure, en l'occurrence, de vérités bien établies.

Le but de ce tract est de créer des conditions pouvant permettre l'établissement d'un dialogue avec le pouvoir, de façon à régler les séquelles d'une attitude hâtivement décidée après le 19 juin, mais qui depuis a occasionné à ses auteurs bien des déboires. D'emblée, il faut souligner chez les rédacteurs la souci évident de ne pas choquer l'interlocuteur. Ainsi, les termes "putsch militaire" ou "coup d'Etat" ont laissé la place à ceux, bien moins compromettants de "crise" ou "situation anormale".

Y-a-t-il eu des faits nouveaux qui justifient des avances au pouvoir de Boumedienne? Selon les rédacteurs de ce tract, dont tous les termes ont été bien pesés, (ce style n'est pas sans rappeler un style bien connu dans la gauche française) ce fait nouveau serait "l'élévation du niveau de lutte" et de la "conscience démocratique". A notre connaissance, rien jusqu'à présent, ne peut justifier une telle affirmation: ni les déclarations de Boumedienne et consorts - qui montrent bien leur volonté de contrôler l'ensemble des activités politiques du pays par le biais du tout-puissant-parti unique -, ni les pressions exercées sur l'U.G.T.A. pour la mettre au pas (exemple: la suspension de "Révolution et Travail"), ni, plus récemment, la répression menée contre les étudiants! Le pouvoir, fidèle à lui-même, depuis le 19 juin a tout essayé pour s'instal-

ler solidement et briser les résistances.

On nous avance alors - pour expliquer l'opportunité de cette union des "forces révolutionnaires et démocratiques" qui va de l'ANP (?) aux personnalités, en passant par la FFS (?), le CNDR, les syndicats et, bien sûr, l'ORP- l'urgence de faire "échec" aux forces réactionnaires de droite, dont on pourrait croire qu'elles sont plus menaçantes aujourd'hui qu'hier - bien qu'on nous assure par ailleurs que leur isolement s'est accru. La démarche est significative. Elle vise purement et simplement à provoquer, au nom d'une prétendue union nationale pour la défense des libertés démocratiques, la liquidation des véritables forces socialistes qui mènent des luttes de jour en jour plus dures au niveau des syndicats ouvriers ou paysans, et dans l'opposition révolutionnaire. D'ailleurs, le régime du 19 juin n'est dénoncé nulle part dans ce tract. Au contraire, ses composantes - armée et parti- sont classées parmi les forces démocratiques. Donc, l'adversaire, ce n'est pas l'armée - qui est révolutionnaire - ni le parti du "FLN" nouvellement créé, qui, lui aussi est révolutionnaire, mais c'est la bureaucratie, sans autre précision, que l'on accuse de tous les maux.

Bien entendu, il s'agit surtout de détourner l'attention des masses de leurs véritables ennemis - ceux qui détiennent le pouvoir réel - pour les lancer sur les exécutants et la bureaucratie. Cette dernière, en Algérie, n'est pas un corps autonome, elle est au service de la classe dominante: l'armée. Mais en amalgamant les forces véritablement révolutionnaires, celles qui prouvent leur détermination par leurs écrits et leurs actes, et d'autres forces - à l'intérieur et à l'extérieur du pouvoir - en vue de créer un front dit "démocratique" et "populaire", les auteurs du tract font sciemment le jeu du régime en essayant de lui procurer une caution populaire dont il a bien besoin, à l'heure actuelle, pour faire face aux revendications de plus en plus pressantes des masses mécontentes. Rapprochons cette nouvelle attitude de "l'ORP-FLN" du voyage de Boumedienne à Moscou au cours duquel le contentieux créé entre les Etats par la chute de Benbella a été réglé.

Mais c'est à travers la proposition d'un "programme immédiat" que la tentative de "l'ORP" prend toute sa signification. Il s'agit en effet d'un ensemble de propositions très générales et souvent contradictoires, qui sont présentées comme une espèce de programme de transition devant conduire à une vie démocratique en Algérie.

Certes, les masses algériennes aspirent à une large démocratie

et on peut certifier que le passage à des conditions de vie plus démocratique serait bénéfique. Mais, si l'on tient compte de la nature véritable du régime algérien, on constate que c'est une véritable escroquerie que de laisser penser que cet objectif essentiel peut être atteint par un processus pacifique à travers un regroupement hétéroclite. Les revendications d'ordre économiques, elles, sont d'une généralité absolument désolante et ne méritent même pas qu'on s'y arrête. Pour être honnêtes, soulignons que "l'ORP" ne fait pas sien ce programme, puisqu'elle prétend qu'il est moins avancé que celui de l'avant garde socialiste dont elle continue à se revendiquer. Alors! ce programme qu'elle fait sien où est-il? Car il intéresse évidemment tous les militants socialistes! Continuer à se réclamer de la "Charte d'Alger" quand on est dans l'opposition, n'a aucune signification. La vérité est que ce tract consacre au niveau des objectifs la liquidation des revendications socialistes, pour faire place à des mots-d'ordre invertés, passe-partout, qualifiés de démocratiques. Il est évident que ce genre de déclaration ne peut faire avancer la prise de conscience des classes laborieuses, car le problème, aujourd'hui, est moins de barrer la route aux forces réactionnaires que de provoquer la mobilisation des masses laborieuses et la cristallisation politique de leur mécontentement à l'égard du régime militaire. Là est la véritable tâche!

Lorsqu'ils écrivent: "Il ne tient qu'au pouvoir que l'activité politique du pays se déroule totalement dans la légalité et le respect des libertés démocratiques et fondamentales", les dirigeants de "l'ORP" (s'ils existent) font un appel direct au pouvoir et font un constat de faillite de leur tentative de lancer un mouvement politique sur des bases confuses et pour la défense d'une personne. Nous ajouterons, pour terminer, que de véritables révolutionnaires ne peuvent s'associer à la revendication de la libération de Benbella, car, le sort de Benbella, - responsable premier des crises et de la course à la catastrophe - doit être réglé publiquement, devant le peuple tout entier.

DERNIERE MINUTE -

Dans un nouveau tract, "l'ORP" vient de confirmer notre analyse en précisant davantage ses propositions de ralliement au pouvoir de Boumedienne.

un seul combat une seule voie

suite de la page 12

la solution doit venir de nous-mêmes

Pour tout ces damnés, il ne pourra être envisagé de salut que lorsqu'ils auront compris cette vérité éclatante: la solution de leur drame ne peut venir que d'eux-mêmes. Attendre des gouvernements ou des bienfaiteurs providentiels qu'ils apportent des améliorations à leur sort est une erreur, car ce sont ceux-là leurs pires ennemis, les affameurs syndiqués contre lesquels une lutte implacable devra être menée. C'est une question de vie ou de mort. Dans ce combat pour l'existence et la survie, chaque peuple est aujourd'hui placé devant ses responsabilités. L'affrontement gigantesque qui se prépare et dont l'issue est certaine, conduira inmanquablement les masses déshéritées du monde exploité à occuper la scène politique et à imposer d'une façon ou d'une autre, leurs exigences afin de forger par elles-mêmes leur destin.

En tant qu'Algériens, notre combat se place tout naturellement dans ce cadre.

Il est évident que la lutte acharnée menée contre le colonialisme ne peut se justifier que dans la mesure où, une fois l'indépendance acquise, nous continuons à combattre avec le même acharnement l'installation au pouvoir d'hommes corrompus, incapables, soumis à l'impérialisme et dont le seul but est de tirer profit de leur position et de détourner, à leur bénéfice, des sommes et des biens considérables appartenant au peuple algérien.

le combat d'hier n'est pas achevé

Le combat d'hier n'est pas achevé. Il n'a fait que changer de protagonistes. Le colon, le fonctionnaire, le policier, le militaire français ont laissé la place à leurs homologues algériens. Seuls les visages ont changé. Les choses restent telles quelles, ou, pire, elles ont régressé dans tous les domaines: régression douloureusement ressentie et qui fait regretter aux esprits mal éclairés l'ère coloniale, malgré ses injustices et son arbitraire.

L'heure n'est ni aux regrets, ni aux espoirs sans lendemain, ni à l'attente angoissée, ni aux promesses mirobolantes. L'heure est au choix définitif entre le camp de ceux qui gouvernent, qui profitent et qui s'enrichissent et celui de la grande majorité qui subit, qui souffre et qui meurt. Les arguments spécieux, les alibis, les fausses justifications sont sans valeur quand il s'agit de prendre position. Le recours à de tels artifices cache mal des arrières-pensées malhonnêtes: certains pseudo-intellectuels, soi-disant techniciens, éludent le problème politique et justifient leur collaboration avec un pouvoir méprisable par des arguments "humanitaires" en prétendant, qu'à leurs postes, ils rendent service.

En toute bonne foi, qui servent-ils ? Si ce n'est leur appétit petit-bourgeois, leurs intérêts personnels et leurs petits amis trafiquants. Qui croient-ils tromper avec leurs explications savantes ? Ceux qui voient de jour en jour leur situation misérable se dégrader, tandis qu'ils constatent que profiteurs et parvenus nagent, sans vergogne, dans l'opulence et l'oisiveté ?

Toutes les fortunes providentielles, toutes les ascensions vertigineuses, toutes ces mutations sociales ont fait comprendre au peuple que l'ancien combattant, le patriote d'hier, le militant du 1er novembre, l'honnête citoyen de jadis n'existent plus.

L'indépendance, telle un raz-de-marée, a provoqué des bouleversements brutaux. Les critères eux-mêmes, se sont transformés. Des vies entières de dévouement et de militantisme ont été effacées en un instant dans la course aux postes et aux richesses. Combien de militants de la cause nationale, hier sincères et dévoués se sont métamorphosés, qui en ministre débauché et vaniteux, qui en trafiquant d'influence consacré sur la place publique, qui en haut fonctionnaire corrompu: profiteurs, opportunistes, renégats qui se servent de leur fausse gloire pour parachèver avec plus d'âpreté encore, l'exploitation commencée par le colonialisme. Et cela, sans fausse honte, au nom d'un prétendu socialisme qui tranquillise leur bonne conscience.

Il n'est pas inutile d'insister sur cet aspect fondamental de la situation, sur cette monstrueuse comédie, cette tricherie de tous les instants, au moment où une armée de jeunes, d'étudiants révolutionnaires, d'ouvriers exploités, de paysans déjetés, de chômeurs abandonnés, ressentent dans leur chair le marasme et cherchent, confusément, à situer les responsabilités.

l'heure est indiscutablement au choix

Il a fallu moins de quatre ans pour que la situation se décente enfin et permette de voir plus clair. Le doute, les hésitations resteront le lot des aveugles-nés ou de ceux qui sont atteints de ce mal qui s'appelle lâcheté et trahison. Nier la nécessité de se déterminer et l'urgence de cette démarche, c'est se mettre consciemment à la solde de la nouvelle classe, celle qui s'est approprié les fruits de l'indépendance et s'en attribue généreusement les avantages. L'heure est indiscutablement au choix.

Pour notre part, nous avons fait celui-ci: oeuvrer au sein des masses populaires, parmi les jeunes, les travailleurs ouvriers et paysans, les chômeurs, les artisans ruinés, les petits commerçants écrasés d'impôts. Nous nous reconnaissons uniquement dans ces classes sociales dont le poids a été capital au cours de la lutte de libération et qui, maintenant, malgré quelques moments de désarroi, restent le véritable moteur et le seul fer-de-lance de la révolution. Elles détruiront les Benbella, Boumedienne ou tout autre triste sire dont les actes iront à l'encontre des droits sacrés du peuple ou qui tentera de le démunir de ses pouvoirs politique et économique. Car, il est clair, que le peuple finira par arracher sa liberté et chassera les apprentis-dictateurs. Pour parvenir à cet objectif, il n'y a qu'une seule voie: la voie révolutionnaire de la construction du socialisme.

une seule voie: la révolution socialiste

On aura beau nous rétorquer que le peuple algérien ne veut plus du socialisme. Nous répondrons, comme lui, que nous aussi nous sommes opposés "aux socialismes", l'un mystificateur et charlatan, l'autre attentiste et militariste dont a été affligé notre pays et qui ont permis à une classe de parasites de s'approprier les fruits de la lutte populaire et d'établir sa dictature grâce à un appareil répressif aux effectifs pléthoriques. Ce socialisme qui ressemble étrangement au capitalisme le plus rétrograde, personne n'en veut, si ce n'est ceux qui en profitent et qui ne sont qu'une infime minorité.

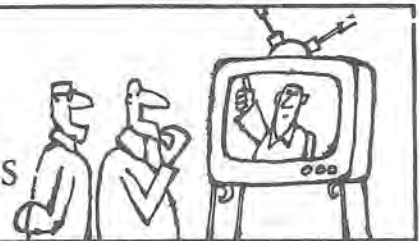
Le véritable socialisme, dont la doctrine et la pratique ne cessent à aucun moment d'être indissolublement liées, devra remettre le pouvoir politique aux mains des travailleurs des villes et des campagnes, des intellectuels révolutionnaires, en un mot,

suite bas de la page 11



EN VRAC

nouvelles et commentaires



UN JOURNAL POUR CHERIF BELKACEM -

Pas très satisfait de la façon dont Boumeza tient sous sa férule toute la presse nationale, dont l'organe central du F.L.N. "Révolution Africaine", Chérif Belkacem, dont les désaccords avec le ministre de l'information ne sont un secret pour personne, - ce n'est pas un hasard si l'échec essuyé par Belkacem au cours de la grève des étudiants a trouvé un si large écho dans la presse officielle - veut, sans tarder, fonder son propre journal. A cet effet, on a pressenti l'ancien directeur de l'A.P.S.: BELM'HEL.

Comment le ministre de l'information va-t-il prendre cette incursion dans un domaine qu'il considère comme sa chasse-gardée et dont il contrôle tous les rouages ?

LUTTE SYNDICALE ET CHARITE GOUVERNEMENTALE -

Nous avons déjà parlé des grèves qui opposèrent le personnel de la Caisse Algérienne d'Assurances à la direction, et dont la revendication principale était la prime dite du 13ème mois. Nous avons aussi annoncé que le travail avait repris après des promesses formelles du gouvernement.

Voilà qu'à la veille du 10ème anniversaire de l'U.G.T.A., le ministère des finances publie la communiqué suivant: "Des mesures ont été prises à l'occasion du 10ème anniversaire de l'U.G.T.A. Elles visent à :

- lever toutes les décisions prises à l'occasion du conflit né entre les employés et la direction ;
- accorder aux agents grévistes le bénéfice de la prime dite du 13ème mois ;
- payer à ces employés le salaire correspondant aux journées de grève..."

Les travailleurs ne manqueront pas d'apprécier la bonté de Mr. Slimane...

LA MEMOIRE COURTE -

Au cours d'une conférence de presse donnée par Ali YAHYIA, l'inévitable Boumeza fit une déclaration qui se voulait gaie et détendue. Il a notamment déclaré au ministre des travaux publics: "la grande question que nous nous posons tous à présent, c'est comment vous faites pour avoir une aussi bonne mémoire?".

Il est vrai que Boumeza a, quant à lui, la mémoire très courte !

les classes aujourd'hui opprimées et exploitées. Il devra permettre la réalisation effective d'une démocratie de masses qui donnera un contenu réel aux notions de liberté et de justice. Un renversement de la politique économique, sous le contrôle direct des travailleurs, permettra de rendre moins illusoire la recherche du bien-être pour les plus larges masses.

Que ceux qui ressentent cette nécessité de changement se rassemblent, s'organisent et se préparent sérieusement à engager la lutte pour l'accomplissement de la deuxième étape de la révolution.

Chercher ailleurs, attendre, avoir peur ou se résigner, sont autant d'attitudes qui empêchent le jaillissement de la vérité et le redressement auquel notre peuple aspire de toutes ses forces !

UN ANNIVERSAIRE PAS COMME LES AUTRES -

Le 24 février dernier, l'U.G.T.A. fêtait le 10ème anniversaire de sa création. A cette occasion, beaucoup de discours ont été prononcés et tout laisse à penser que le conflit quasi-permanent qui oppose la centrale syndicale au pouvoir a été réglé. En fait ces déclarations sont très ambiguës, et si l'U.G.T.A. reconnaît plus ou moins l'autorité du Parti, en revanche, Boumediène réaffirme publiquement l'option socialiste, le rôle prédominant des travailleurs, etc... C'est donc un compromis très provisoire, car il ne faut pas se bercer d'illusions sur la volonté des nouveaux maîtres d'Algérie à respecter leurs engagements, d'autant plus qu'ils ont des idées très particulières sur le syndicalisme et son rôle, qu'ils confondent vraisemblablement avec une organisation d'Enfants-de-Troupe. En réalité, le "combat nouveau" ne fait que commencer: les tâches d'organisation et de démocratisation du syndicat, d'extension et de renforcement de la cohésion de la base, sont encore à réaliser.

Dans cette affaire, Chérif Belkacem a essuyé un échec cuisant, puisque, comme lors de la grève des étudiants, Boumediène a du intervenir en personne pour réparer les bourdes de son "brillant" second!..

UN JOURNAL DES MILITANTES ALGERIENNES ? -

On sait à quelles difficultés se sont heurtées les femmes travailleuses depuis la mise en place du "secrétariat exécutif". Ce dernier a tenté par tous les moyens de les mettre sous sa coupe par la biais d'une organisation fantoche de femmes algériennes. Mais les femmes travailleuses ont tenu bon, et se sont organisées dans l'UGTA. C'est leur section qui a pris l'initiative d'organiser la Journée Internationale de la Femme dont nous avons rapporté par ailleurs les différents incidents.

Aujourd'hui, les femmes d'avant-garde veulent faire un nouveau pas en avant et créer leur propre moyen d'expression. Parviendront-elles à vaincre les résistances de la bureaucratie des appareils et des préjugés ? Pour notre part, nous leur souhaitons bonne chance !

LE B.L. VOUS APPORTE NOUVELLES,
ETUDES, COMMENTAIRES, MOTS D'ORDRE ...

LISEZ-LE & FAITES LE LIRE

FAITES-NOUS PARVENIR ARTICLES,
INFORMATIONS, CRITIQUES ET SUGGESTIONS

*le peuple est la fin, le moyen et la base
de toute entreprise révolutionnaire*

UN SEUL COMBAT UNE SEULE VOIE

Les problèmes majeurs qui se posent à l'humanité de notre temps sont dominés par la constatation d'une situation intolérable d'ue à la division de notre planète en deux mondes opposés: celui de la faim et celui de l'abondance. Ce fossé, qui chaque année s'approfondit un peu plus, constitue la ligne de partage qui dresse d'une part les trois quarts du genre humain: exploités manquant du minimum vital et dont le nombre augmente vertigineusement et, d'autre part, la minorité de nantis qui concentre entre ses mains des moyens de production colossaux, des richesses fabuleuses et les leviers de commande politique.

Toute analyse politique sérieuse doit passer obligatoirement par l'étude et l'appréciation correcte de cet état de fait aux conséquences dramatiques.

Malgré la confusion savamment entretenue par ceux qui n'ont aucun intérêt à ce que cette réalité tragique éclate au grand jour, la vérité avance à grands pas et, partout, une première prise de conscience se fait, et la vague des affamés monte en même temps que sa clameur s'amplifie. Plus ce mouvement se précise et gagne en profondeur plus il devient nécessaire que les options politiques se clarifient et s'adaptent.

un combat à l'échelle de la planète

Des voix "autorisées" s'élèvent pour réclamer plus de justice. Certaines préconisent l'organisation d'une aumône internationale, prélevée sur les budgets militaires des pays riches - comme s'il existait un remède de cette sorte à une situation dont les causes sont liées à la structure même de l'économie mondiale et qu'aucun expédient ne peut atténuer.

Ni les déclarations humanitaires, ni les campagnes mondiales, ni les distributions de denrées alimentaires prélevées sur les surplus... ne sauveront l'Indien qui meurt de famine, l'Indonésien agonisant du même mal, le Viet-Namien écrasé sous les bombes, l'Égyptien espérant indéfiniment en la fin du barrage d'Assouan, l'Africain gémissant sous la botte des mercenaires promus sauveurs, après la fin des "rédempteurs", des politiciens tarés et des cohortes de sorciers et de spéculateurs en tous genres, le Sud-Américain asservi par les oligarchies galonnées et leurs maîtres yankees, l'Algérien victime expiatoire de la gabegie monstrueuse des militaires assoiffés de puissance.

lire la suite page 10